

# Grève des urgences, des pompiers Révolte contre la destruction des services publics

L'éditorial du *Figaro* du 11 août exprime bien à sa manière l'inquiétude « au sommet ». De manière révélatrice, il s'intitule « *Calme trompeur* ». En plein mois d'août, ce sont désormais 216 services des urgences qui sont en grève. Deux fois plus qu'au mois de juin. Une grève qui ne cesse de s'étendre. Le Comité national de grève appelle à une assemblée générale nationale le 10 septembre. Agnès Buzyn, ministre de la Santé, également chargée du chantier de la destruction des retraites, est en difficulté, très fragilisée. Certains s'alarment. Le 9 août, *Le Parisien* note que « *la ministre est sur un fil* » et *Le Monde* conclut ainsi son éditorial du 12 août : « *M<sup>me</sup> Buzyn excelle dans l'art de manifester sa compassion (...). L'heure n'est plus aux belles paroles. Plutôt que de jouer la guerre d'usure, il y a urgence à poser des actes pour trouver une issue à la crise avant que des drames ne surviennent.* »

La grève des pompiers commencée fin juin a les mêmes racines : la révolte contre le délabrement et l'effondrement généralisés de l'ensemble des services publics.

Ce n'est pas le déferlement généralisé mais un changement en profondeur, une modification qualitative est en cours, dans la continuité du surgissement des Gilets jaunes et irriguée par eux.

Elle s'exprime dans ces conflits (la grève des urgences ; la grève début juillet, juste avant les congés scolaires, des correcteurs du bac) marqués par la volonté des travailleurs de prendre le contrôle de leur propre mouvement, d'entraîner leurs organisations syndicales, de s'organiser dans cet objectif.

Au même moment, la mort de Steve, la découverte de son corps plus d'un mois après sa disparition tragique, les manœuvres abjectes et les mensonges du gouvernement, soulèvent une vague d'indignation contre la répression d'État systématiquement et de plus en plus sauvagement déchaînée par ce gouvernement.

C'est pourtant dans ce contexte que Macron entend poursuivre sa politique et mettre en œuvre jusqu'au bout le programme destructeur du capital financier. Pris à partie par des passants à l'occasion d'une étape du tour de France sur laquelle il s'était rendu quelques jours après la présentation du rapport Delevoye au Premier ministre, Macron avait ainsi justifié le projet de réforme des retraites : « *Oui, nous avons un bon système de retraite, mais il ne protège que ceux qui bénéficient d'un statut.* » Une déclaration qui faisait écho à cette phrase prononcée par le même quelques mois plus tôt : « *Il faut en finir avec la société des statuts.* »

En finir avec la société des statuts ? C'est au nom de ce programme que le personnel hospitalier, pour ne prendre que cet exemple, devrait perdre un à un tous ses droits, que les aides-soignantes devraient travailler jusqu'à 64 ans...

Mais c'est précisément cette « nouvelle société » dictée à Macron par le capital financier qui a provoqué les Gilets jaunes, qui provoque la grève qui ne cesse de s'étendre dans les urgences. En ce moment même, dans un secteur qui est pourtant le plus précaire, le moins organisé, les livreurs de Deliveroo se dressent contre l'exploitation féroce dont ils sont victimes et qui fournit l'image de ce que Macron et le capital voudraient imposer à tous.

Conscient de cette situation, le gouvernement manœuvre : il a programmé de nouvelles concertations sur le projet de réforme des retraites pour tenter d'enfermer dans ce cadre – une nouvelle fois – les directions des organisations syndicales.

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est de permettre à tous ces travailleurs, ces Gilets jaunes, ces militants ouvriers, d'échanger, de débattre, de se réunir, pour regrouper une force, s'organiser, se préparer.

Les comités de résistance et de reconquête qui vont se réunir d'ici à quelques semaines, à la fin des congés, entendent y contribuer.